

Propos d'Européen

## La Catalogne a-t-elle un avenir en Europe ?

PAR DUSAN SIDJANSKI\*



A l'issue des élections régionales du 27 septembre, *El Pais* conclut « les indépendantistes gagnent les élections mais perdent le plébiscite ».

Les indépendantistes ont obtenu 72 des sièges au Parlement mais n'ont recueilli que 47,74% des voix contre 50,62%. La majorité parlementaire repose sur 62 députés de Junts Pel Si de Artur Mas et 10 députés de la CUP d'extrême gauche, deux formations unies par un objectif commun mais que tout sépare. Malgré le choc de leurs idéologies, ils sont parvenus à conclure un Pacte et à former une grande majorité destinée à formuler une déclaration unilatérale d'indépendance dans un délai de 18 mois. Cet accord sacrifie le président sortant Artur Mas et le remplace par Carles Puigdemont, dirigeant de l'extrême gauche, souvent taxé d'indépendantiste fanatique inconditionnel par ses détracteurs.

L'accord est une combinaison astucieuse mais fragile qui ouvre la marche vers un « Etat catalan » par la mise en place des structures étatiques : une Sécurité sociale, une Banque centrale de la Catalogne, un Trésor public catalan. Suivront des noyaux des forces de sécurité et d'une diplomatie autonome. En somme, un processus rampant visant à créer un état de fait qui libère la Catalogne de sa contribution de 9% de son PNB à l'Espagne. Une attaque contre la redistribution des richesses dans l'Union au moyen de la politique régionale et qui n'est pas sans évoquer la péréquation en Suisse.

---

\* Dusan Sidjanski, ancien conseiller spécial du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso à la Commission européenne, est le fondateur du Département de science politique à l'UNIGE. Il est par ailleurs membre du Conseil de la Fondation Latsis et Président d'honneur du Centre européen de la culture.

L'avenir de l'Etat catalan s'assombrit au vu de la situation linguistique. Selon les données de l'Université de Laval, 31,6% sont de langue maternelle (inicial) catalane et 55% de langue castillane. Or, il est bien connu que le gouvernement indépendantiste accorde une priorité au catalan qui risque de se muer en discrimination.

De surcroît, une crise n'est pas à exclure en Catalogne dont le Président sous-estime l'attraction de l'espagnol, langue internationale, par comparaison avec le catalan, langue régionale. Son attitude va-t-elle être contraire au respect des langues en Europe dont la diversité constitue une richesse qui repose sur une culture commune? Sur cette texture linguistique se superpose un mélange de population de 7,5 millions, dont 35% de Castellans vivant parmi 60% qui proclament leur identité catalane. Cette structure de la société régionale ne présage rien de bien au cas où le gouvernement régional ne tiendrait pas compte des réactions de Madrid et de Bruxelles, dont dépend l'avenir de la Catalogne.

Après que Mariano Rajoy a jeté l'éponge, le leader de Podemos a proposé un gouvernement de gauche présidé par Pedro Sanchez, dont il assumerait la vice-présidence. Il pose comme condition le recours au référendum sur l'indépendance. A son tour, Carles Puigdemont s'aligne pour permettre aux 7,5 millions d'habitants d'adopter une Constitution et de lui donner une légitimité populaire. Quant à Pedro Sanchez, il est favorable à la fédéralisation de l'Espagne, tout en étant opposé au référendum mais ouvert aux compromis. La situation est pour l'heure fluide, d'autant que les récents sondages annoncent une victoire du PP en cas de nouvelles élections et une majorité pour que la Catalogne reste en Espagne.

La Commission européenne renvoie au cas écossais, estimant que la Catalogne indépendante devient un Etat tiers contraint de demander son admission dans l'Union européenne et dans la Zone euro. Avec une condition aggravante qui serait l'opposition de l'Espagne, membre à part entière de l'Union. C'est dire que l'Etat catalan devrait affronter une longue négociation pour échapper à l'isolement et être reconnu et admis dans l'Union européenne.

Bref, nous sommes loin de l'Europe des Régions de Denis de Rougemont et de son projet de Sénat des Régions dans le cadre d'une Fédération européenne.